Union syndicale Solidaires

Halte à la politique répressive du pouvoir algérien
Libération inconditionnelle et sans délai de tou·te·s les détenu·e·s du Hirak

Appel d'associations et d'organisations syndicales. Le 09/04/20

Profitant d'une situation exceptionnelle d'incertitudes et d'angoisse pour les Algériennes et des Algériens face à la catastrophe sanitaire qui frappe le pays comme le reste du monde, et de la décision responsable du Hirak de suspendre toutes les marches publiques qui se déroulaient depuis le 22 février 2019, le pouvoir autoritaire algérien, faisant preuve d'un cynisme rare, poursuit sa politique répressive envers les éléments du Hirak.

La machine judiciaire, aux ordres de la police politique, n'hésite pas à maintenir en prison des « hirakistes » emblématiques et à en condamner d'autres. Ces derniers jours, ce fut le cas de Karim Tabbou, de Khaled Drareni, d'Ibrahim Daoudji, de Slimane Hamitouche, de Samir Belarbi, de Sofiane Merakchi et, aujourd'hui, c'est au tour de Abdelouahab Fersaoui, président de l'association RAJ et membre de la dynamique du Forum social maghrébin, d'être condamné à un an de prison ferme pour « atteinte à l'intégrité du territoire national » et « incitation à la violence », après avoir été arrêté le 10 octobre dernier – et détenu depuis –, alors qu'il manifestait pacifiquement son soutien aux détenus du Hirak.

Nous, organisations, militant·e·s, citoyen·ne·s maghrébin·e·s et internationales solidaires, et ami·e·s du peuple algérien, signataires de cet appel :
- condamnons cette détention arbitraire de notre camarade Abdelouahab Fersaoui, ainsi que toutes celles qui frappent aujourd'hui journalistes, étudiants et militants, ou simples citoyens ;
- dénonçons l'attitude irresponsable du pouvoir alors que les Algériennes et les Algériens font face à une pandémie planétaire dans des conditions sanitaires des plus précaires ;
- appelons toutes les consciences libres dans le monde, tou·te·s les ami·e·s du peuple algérien, à manifester leur solidarité sous toutes les formes jugées utiles ;
- alertons les différentes instances européennes et internationales des droits de l'Homme ;
- exigeons la libération immédiate et sans condition de tous les détenu·e·s d'opinion et politiques.

Premières organisations signataires :
Action Jeunesse Maroc
Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA)
Alliance des démocrates de la diaspora algérienne (ADDA)
APEL-Egalité
Asbl Na'aaoura, Belgique
Assemblée des citoyens originaires de Turquie (ACORT)
Association ASTICUDE, Maroc
Association Beity, Tunisie
Association Citoyenneté, développement, cultures et migrations des deux rives (CDCMIR)
Association d'aide des migrants en situation vulnérable Maroc (AMSV)

Association démocratique des Tunisiens en France (ADTF)
Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM)
Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis (AFAPREDESA)
Association marocaine des droits humains (AMDH)
Association des Marocains en France (AMF)
Association Nachaz-Dissonances
Association de parents et amis de disparus au Maroc (APADAM)
Association Perspectives El Amel Ettounsi
Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF)
Association des Tunisiens en France (ATF)
Association des Tunisiens du nord de la France (ATNF)
Association tunisienne de défense des libertés individuelles
Association tunisienne de défense des valeurs universitaires (ATDVU)
Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD)
Azetta amazigh
CEDETIM, France
Centre de Tunis pour la liberté de la presse
Coalition marocaine pour la justice climatique
Collectif associatif pour l'observation des élections, Maroc
Collectif des Algérien(ne)s des Alpes-Maritimes
Collectif des Algériennes et des Algériens en Tunisie
Collectif « Debout l'Algérie »
Collectif « Debout l'Algérie »-Angoulême
Collectif « Debout l'Algérie »-Lorraine
Collectif 3 C, France
Comité pour le respect de libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)
Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie, Belgique
Confédération générale des travailleurs algériens (CGTA)
Coordination maghrébine des organisations de droits humains (CMODH)
Conseil des migrants subsahariens au Maroc (CMSM)
Djazaïrouna
Droit devant, France
Dzayer 2.0
DZ-Unite San Franscisco
E-Joussour, portail Maghreb-Machrek
Ensemble, France
Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées (FEMED)
Fédération nationale des Maisons des potes, France
Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR)
Femmes plurielles
Forum Alternatives Maroc (FMAS)
Forum marocain Vérité et justice
Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES)
Front des forces socialistes (FFS)-France Nord
Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP)
Immigration Développement Démocratie (IDD)
Initiative franco-égyptienne pour les droits et les libertés
Institut du Caire pour les études des des droits de l'Homme
Ligue des droits de l'Homme (LDH), France
Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH)
Mouvement Ibtykar
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)

Nouveaux Echanges culturels franco-algériens (NEFCA)
Observatoire maghrébin des migrations
Observatoire national pour la défense du caractère civil de l'Etat, Tunisie
Observatoire marocain des libertés publiques
Organisation contre la torture en Tunisie (OCTT)
Parti communiste français (PCF)
Plateforme euro-marocaine Migration Développement Citoyenneté Démocratie (EMMDCD)
Pour une Algérie nouvelle (PUNA)
Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ), Algérie
Réseau Doustourna, Tunisie
Réseau euro-maghrébin Citoyenneté et culture (REMCC)
Réseau Euromed des ONG, Maroc
Réseau syndical international de solidarité et de luttes
Révolution du sourire : du rejet au projet
SOS Migrants Asbl, Belgique
SOS Racisme
Syndicat des enseignants du supérieur (SES), Algérie
Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP)
Tharwa N'Fadhma N'Soumer
Union syndicale Solidaire, France
Union des Tunisiens pour l'action citoyenne (UTAC)
Vigilance pour la démocratie et l'Etat civil Yakadha, Tunisie